La mise en oeuvre des C&I à l'ordre du jour

Consultation d'experts internationaux sur les critères et indicateurs d'aménagement forestier durable

2-4 mars 2004
Cebu, Philippines

Près de 50 experts de plus de 30 pays se sont réunis en mars à Cebu (Philippines) pour formuler des recommandations sur la façon de renforcer la mise en oeuvre des critères et indicateurs de l'aménagement forestier durable (C&I), et notamment d'améliorer la liaison et la communication entre les neuf processus de C&I ainsi que la connaissance commune des concepts.

Cette réunion, accueillie et présidée par le Gouvernement philippin et parrainée par l'OIBT et la FAO, s'est accordée sur une série de recommandations, concernant: la constitution d'un groupe consultatif international sur les C&I, qui se penchera sur les aspects techniques et pratiques communs aux différents processus; l'assistance des processus déjà établis à ceux nouvellement mis sur pied; et le soutien à la création des secrétariats de processus là où ils n'existent pas encore.

Dès que le compte rendu de la consultation sera finalisé, il sera affiché sur les sites Web de l'OIBT et de la FAO. Il sera également présenté, au mois de mai, à la 4^{ème} session du Forum des Nations Unies sur les forêts, où les C&I sont un des principaux points de l'ordre du jour.

Pour tout renseignement complémentaire, contacter Dr Eva Müller, muller@itto.or.jp, ou Dr Steven Johnson, johnson@itto.or.jp; Téléphone 81-45-223 1110; Fax 81-45-223 1111

La Chine envisage de comptabiliser les avantages que procurent les forêts

Recherche sur l'expertise des ressources écologiques de la forêt tropicale en vue de son intégration dans les plans comptables de l'économie nationale chinoise

3-5 mars 2004
Beijing, Chine

Il s'agit ici d'un atelier accueilli par l'Académie forestière de Chine dans le cadre du projet OIBT PD 39/98 REV. 2 (M). Y ont participé environ 60 personnes représentant l'Administration forestière chinoise de l'Etat, le bureau de statistique de l'Etat et le ministère du commerce de Chine, ainsi que des représentants de huit pays membres de l'OIBT.

Au cours de la décennie passée, de nombreux pays ont adopté des politiques dans lesquelles la protection de l'environnement a été mise en exergue. Toutefois, en dépit de ces efforts, la dégradation de l'environnement continue dans beaucoup de régions du monde. Ce problème peut résulter, en autres, du fait que les sciences économiques classiques manquent d'attribuer une valeur monétaire aux services fournis par les écosystèmes sur le plan mondial, régional et local. La comptabilisation des ressources forestières, ou comptabilité 'verte', est une tentative de résoudre ce problème en tenant compte des valeurs environnementales dans les plans comptables nationaux.

Cet atelier a permis à l'équipe du projet OIBT de l'Académie forestière de Chine de présenter ses résultats dans quatre rapports fondamentaux: un cadre pour la comptabilisation des ressources forestières tropicales, un cadre permettant d'intégrer les valeurs des forêts tropicales dans le plan comptable national, et deux études de cas examinant le potentiel de la comptabilisation des ressources

forestières dans la province de Hainan. L'atelier a également entendu des exposés présentés par d'autres experts chinois et internationaux sur des expériences de comptabilisation des ressources naturelles.

Les participants ont partagé l'avis d'un expert indépendant lorsqu'il a confirmé que le projet OIBT avait produit un impact significatif durant les quatre années de son exécution, surtout en sensibilisant les économistes et les décideurs chinois au rôle des produits et des services des écosystèmes dans le bien-être national et à la nécessité d'en tenir compte dans les sciences économiques traditionnelles. Le projet a stimulé un débat dans les médias chinois au sujet de la valeur sociale et environnementale des forêts tropicales du pays, a aidé à former plusieurs étudiants chercheurs, et a facilité un resserrement des liens entre les organismes gouvernementaux principaux au niveau national et provincial. Par ailleurs, les études de cas ont permis aux provinces de s'orienter vers l'inclusion de la comptabilité des ressources naturelles dans leurs plans comptables, ce qui devrait encourager à faire davantage d'effort pour 'équilibrer les bilans' de santé environnementale. Même s'il faut un certain temps pour apporter des modifications à la comptabilité nationale, l'intérêt que ce type d'approche a suscité en Chine semble devoir se développer rapidement.

Les versions chinoises des quatre rapports fondamentaux du projet sont actuellement sous presse et les versions anglaises, françaises et espagnoles sont en cours de préparation. Pour recevoir des informations supplémentaires et des exemplaires des documents de projet, il suffit de contacter: M. Hou Yuanzhao ou Mme Wu Shuirong, Research Institute of Forestry Policy and Information, Chinese Academy of Forestry, Wanshoushan, Haidian District, Beijing 100091, Chine; Téléphone 86-10-6288 9731; Fax 86-10-6288 4836; houyuanzhao@tom.com; yuling@forestry.ac.cn, wushr2000@263.netp. Visiter le site www.itto.or.jp pour consulter les documents de l'atelier.

Entretiens sur la biodiversité

7^{ème} Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique

9-20 février 2004
Kuala Lumpur, Malaisie

Cette conférence des Parties a rassemblé plus de 2300 délégués représentant 161 gouvernements ainsi que des institutions des Nations Unies, des organisations non gouvernementales (ONG), des organisations intergouvernementales, des communautés indigènes et locales, des milieux universitaires et des industries. Les délégués ont adopté 33 décisions portant, entre autres, sur les domaines suivants: biodiversité et tourisme; surveillance et indicateurs; approche écosystémique; biodiversité et changement climatique; utilisation durable; espèces exotiques envahissantes; Plan stratégique; biodiversité de montagne; écosystèmes des eaux intérieures; biodiversité marine et côtière; zones protégées; accès et partage des avantages; transfert et coopération technologiques; article 8(j) (connaissances traditionnelles); mesures d'incitation; communication, éducation et sensibilisation du public; coopération scientifique et technique et mécanisme de la banque de projets; ressources financières et mécanisme; et établissement de rapports nationaux. Un Segment ministériel s'est réuni deux fois et a adopté la déclaration ministérielle de Kuala Lumpur, dans laquelle les ministres ont engagé leurs gouvernements, entre autres, "à intégrer la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable de ses composantes dans le développement socio-économique".

Adapté du compte rendu succinct du Bulletin de négociations de la Terre; www.iisd.ca. Le texte des décisions peut être consulté sur le site www.biodiv.org